

Charles de Gaulle, Mémoires d'espoir

Légende: Du 2 au 4 septembre 1959, le général de Gaulle reçoit dans sa maison de Colombey-les-deux-Églises le président américain Dwight D. Eisenhower et lui expose les préoccupations de la France en ce qui concerne l'usage des armes atomiques et la participation du pays aux structures intégrées de commandement de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

Source: GAULLE, Charles de. Mémoires d'espoir. Volume I: Le renouveau (1958-1962). Paris: Plon, 1970. 314 p. ISBN 2-259-01287-6.

Copyright: (c) Editions Plon

URL: http://www.cvce.eu/obj/charles_de_gaulle_memoires_d_espoir-fr-696b9c63-da67-44b9-858f-70a6c69ecb2f.html

Date de dernière mise à jour: 21/10/2012

Charles de Gaulle, *Mémoires d'espoir*

[...]

Avec insistance, le Président des Etats-Unis m'entretient de l'O.T.A.N. et de l'attitude de la France vis-à-vis de cette institution. Ce qui le préoccupe surtout, c'est notre décision de nous doter d'armes atomiques. Reprenant la proposition qu'avait naguère esquissée Foster Dulles, il offre de nous en céder, à condition que les Américains en aient le contrôle, autrement dit en détiennent les clefs, afin que les projectiles ne puissent être utilisés que par ordre du Commandant en chef de l'O.T.A.N. Comme je lui réponds que, précisément, nous ne voulons de bombes chez nous que si nous en disposons, il me déclare y voir une marque de méfiance envers les États-Unis, ce qui m'amène à lui dire ceci : « Si la Russie nous attaque, nous sommes vos alliés, vous les nôtres. Mais, dans cette hypothèse de conflit et, au demeurant, dans toute autre, nous voulons tenir dans nos mains notre destin, lequel dépendrait surtout du fait que nous serions, ou non, victimes des engins nucléaires. Il nous faut donc avoir de quoi dissuader tout agresseur éventuel de nous frapper chez nous, ce qui exige que nous soyons en mesure de le frapper chez lui et qu'il sache que nous le ferions sans attendre aucune permission du dehors. Dans une lutte entre l'Ouest et l'Est, vous, Américains, avez assurément les moyens d'anéantir l'adversaire sur son territoire. Mais il a ceux de vous mettre en pièces sur le vôtre. Comment nous, Français, serions-nous sûrs, qu'à moins que vous soyez bombardés directement sur le sol des États-Unis, vous vous mettriez dans ce cas que la mort vous tombe sur la tête, même si, en expirant, vous pourriez croire que le peuple russe disparaît en même temps que vous ? La réciproque est d'ailleurs vraie, de telle sorte que, pour la Russie et pour l'Amérique, la dissuasion existe. Mais elle n'existe pas pour les alliés respectifs de celle-ci et de celle-là. Qu'est-ce qui, en effet, empêcherait l'une et l'autre d'écraser ce qui se trouve entre leurs œuvres vives, c'est-à-dire essentiellement le champ de bataille européen ? N'est-ce pas, d'ailleurs, ce à quoi se prépare l'O.T.A.N. ? Au surplus, dans cette éventualité, la France serait condamnée par préférence, pour beaucoup de raisons géographiques, politiques, stratégiques, comme l'ont, à l'avance, montré les deux guerres mondiales. Elle tient donc à se donner une chance de subsister, et cela quel que soit et d'où que vienne le péril qui la menacerait ».

« Pourquoi », demande Eisenhower, « doutez-vous que les États-Unis confondent leur sort avec celui de l'Europe ? » Je réponds : « Si l'Europe, roulant au malheur, devait être un jour tout entière conquise par vos rivaux, il est vrai que les États-Unis seraient bientôt mal en point. Aussi l'idéologie, qui suivant l'usage recouvre des intérêts vitaux, s'appelle-t-elle aujourd'hui pour vous : « cause de la liberté » et « solidarité atlantique ». Mais, entre le début et la fin du compte, qu'advierait-il de mon pays ? Au cours des deux guerres mondiales, les États-Unis furent les alliés de la France et celle-ci - vous venez d'en avoir la preuve en remontant les Champs-Élysées - n'oublie pas ce qu'elle a dû à leur concours. Mais elle n'oublie pas non plus que, pendant la Première, celui-ci ne lui est venu qu'après trois longues années d'épreuves qui faillirent lui être mortelles et que, pendant la Seconde, elle avait été écrasée avant votre intervention. Dans cette constatation, ne voyez pas, de ma part, le moindre reproche. Car je sais, comme vous-même le savez, ce qu'est un État, avec sa géographie, ses intérêts, son régime, son opinion publique, ses passions, ses craintes, ses erreurs. Il peut en aider un autre, non point s'identifier à lui. Voilà pourquoi, bien que fidèle à notre alliance, je n'admets pas, pour la France, l'intégration dans l'O.T.A.N. Quant à harmoniser - si l'on ose appliquer ce mot céleste à cet infernal sujet - l'emploi éventuel de nos bombes et celui des vôtres autant que ce serait possible, nous pourrions le faire dans le cadre de la coopération directe des trois puissances atomiques que je vous ai proposée. En attendant que vous l'acceptiez, nous garderons entière, nous comme vous, la liberté d'initiative ».

« Mais », objecte le Président, « étant donné le coût de cette sorte d'armements, la France ne pourra pas, à beaucoup près, atteindre au niveau soviétique. Dès lors, quelle sera la valeur de sa propre dissuasion ? » - « Vous savez bien » lui dis-je, « qu'à l'échelle des mégatonnes, il ne faudrait que quelques volées de bombes pour démolir n'importe quel pays. Afin que notre dissuasion puisse être efficace, il nous suffit d'avoir de quoi tuer l'adversaire une fois, même s'il possède les moyens de nous tuer dix fois ». Nous nous quittons, Eisenhower et moi, ayant ainsi mis les choses au point sur ce qu'est et doit demeurer l'alliance franco-américaine. Par la suite, l'action menée par la France pour s'armer à sa guise et sortir de l'intégration lui vaudra maints reproches et invectives de la part de beaucoup de milieux américains, mais ne donnera jamais lieu à rupture, ni même à brouille, entre les deux gouvernements.

[...]